



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



UNIVERSITÉ DE CAEN NORMANDIE

DIRECTION DE LA COMMANDE PUBLIQUE

CAHIER DES CLAUDES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Marché Global de Performance

Installations de Recharges pour Véhicules Electriques et Hybrides Rechargeables

N° 2025950ACTX010



Normandie Université

Campus 1
Esplanade de la Paix · CS 14032 · 14032 Caen cedex 5
marches publics@unicaen.fr
www.unicaen.fr

SOMMAIRE

1 - Objet du contrat	4
1.1 - Contexte	4
1.2 - Description technique	4
2 - Dispositions générales du contrat	4
2.1 - Décomposition du contrat	4
2.2 - Type d'accord-cadre	5
2.3 - Prestations supplémentaires éventuelles (options).....	5
2.4 - Variantes.....	5
2.5 - Réalisation de prestations similaires	5
3 - Pièces contractuelles	5
4 - Intervenants	6
4.1- La maîtrise d'ouvrage / La Maîtrise d'œuvre	6
4.2 – L'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage.....	6
4.3 - Contrôle technique	6
4.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	6
4.5 - OPC	6
5 - Confidentialité et mesure de sécurité	6
6 - Durée et délais d'exécution	6
6.1 - Délai d'exécution	6
6.3 - Prolongation des délais d'exécution	9
6.4 - Reconduction.....	9
7 - Prix	9
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	9
7.2 - Actualisation	9
7.3 - Révision des prix.....	9
7.4 - La clause limite dite de « sauvegarde ».....	11
8 - Garanties financières.....	11
9 - Avance : conditions de versement et de remboursement.....	11
10 - Modalités de règlement des comptes.....	11
10.1 - Décomptes et acomptes mensuels.....	11
10.2 - Présentation des demandes de paiement	11
10.3 - Décompte général- solde	12
10.4 - Paiement des cotraitants.	12
10.5 - Paiement des sous-traitants.....	13
11 - Clause environnementale	13
12 - Visite pour le candidat retenu	13
13 - Conditions d'exécution des prestations.....	14
13.1 - Etude d'exécution	14
13.2 - Implantation des ouvrages	14

13.3 - Installation du chantier	14
13.4 - Installation et organisation du chantier	14
13.5 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	14
14 - Réception des travaux	14
14.1 - Dispositions applicables à la réception.....	14
14.2 - Réception partielle	15
15 - Caractéristiques des matériaux et produits.....	15
16 - Garantie des prestations.....	15
17 - Pénalités.....	16
17.1 - Pénalités de retard	17
17.2 - Pénalité pour travail dissimulé	19
17.3 - Pénalité pour manquement aux obligations contractuelles.....	19
18 - Clause de réexamen	20
19 - Circulation des pièces administratives	20
20 - Assurances	20
21 - Résiliation du contrat.....	20
21.1 - Conditions de résiliation.....	20
22 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	21
23 - Règlement des litiges et langues.....	21
24 - Dérogations.....	21

1 - Objet du contrat

1.1 - Contexte

L'université de Caen Normandie, est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel. Elle accueille plus de 33 000 étudiants au sein de douze composantes (UFR, écoles, instituts) et est implantée dans trois départements de la région Normandie : le Calvados, la Manche et l'Orne.

L'université de Caen souhaite déployer, au travers d'un Marché Global de Performance, un réseau de bornes de recharges pour véhicules électriques et hybrides rechargeables sur les sites suivants :

- Les campus de Caen comprenant :
 - Le campus 1,
 - Le campus 2,
 - Le campus 4&5.
- Le campus de l'INSPÉ (ESPE) de Caen : Institut national supérieur du professorat et de l'éducation Normandie,
- Le campus de Cherbourg comprenant :
 - L'IUT Grand Ouest Normandie,
 - L'ESIX Normandie : École supérieure d'ingénieurs Normandie et l'UFR LVE : Langues vivantes étrangères,
 - La Bibliothèque universitaire (BU),
 - Le Complexe sportif universitaire (CSU).
- Le Centre de Recherches en Environnement Côtier (CREC) à Luc-Sur-Mer,
- Le campus de Vire.

1.2 - Description technique

Les prestations attendues portent sur :

- La fourniture et pose avec études de conception d'IRVE,
- L'exploitation et supervision du réseau,
- La gestion monétique et le service à l'utilisateur,
- La maintenance préventive et corrective.

Il est attendu des candidats un engagement sur les performances des installations (taux de disponibilité des bornes).

2 - Dispositions générales du contrat

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent le Marché Global de Performance Installations de Recharges pour Véhicules Electriques et Hybrides Rechargeables.

2.1 - Décomposition du contrat

2.1.1 - Allotissement

L'accord-cadre fait l'objet d'un lot unique.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas allouer cette consultation pour les motifs suivants : au vu des caractéristiques du présent marché, la décomposition en lot entraînerait une complexité de gestion accrue et des offres financières moins pertinentes.

2.1.2 - Décomposition en Tranche ferme et optionnelle.

Sans objet.

2.2 - Type d'accord-cadre

Cet accord-cadre mono-attributaire conclu sans minimum et avec un maximum de 1 500 000 euros HT est passé en application de l'article R 2162-4 du Code de la Commande Publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins.

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable et seront notifié au fur et à mesure des besoins.

Conformément au décret n° 2024-1251 du 30 décembre 2024 portant diverses mesures de simplification du Droit de la Commande Publique, la part minimale que le titulaire s'engage à confier, directement ou indirectement, à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans est fixée à 20 % du montant prévisionnel du marché de partenariat hors coût de financement.

2.3 - Prestations supplémentaires éventuelles (options)

La présente consultation ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelles.

2.4 - Variantes

L'université laisse la possibilité aux candidats de présenter d'autres variantes à l'offre de base en indiquant clairement dans leur offre qu'il s'agit d'une proposition de variante, dans le respect toutefois des exigences minimales décrites au CCTP.

Les variantes libres sont autorisées mais limitées à une proposition d'un autre modèle de bornes.

2.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles R2122-1 à R2122-11 du Code de la Commande Publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

Ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

3 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes (BPU / DQE)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Programme Fonctionnel des Besoins (P.F.B.)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux
- Les pièces modificatives ultérieures (avenants, acte de sous-traitance, DC4)
- L'offre technique et financière du candidat

Des dérogations peuvent être substituées à certains articles du CCAG-Travaux dans ce Cahier des Clauses Administratives Particulières.

4 - Intervenants

4.1- La maîtrise d'ouvrage

UNIVERSITE DE CAEN NORMANDIE
Esplanade de la Paix
CS 14032 CAEN Cedex 5
Téléphone : 02 31 56 55 71

4.2 – L'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage

L'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage sera assurée par :

Artelia
Immeuble NOVWEST
2 impasse Claude Nougaro
44800 Saint-Herblain France

4.3 - Contrôle technique

Un contrôleur technique sera désigné ultérieurement en cas de besoin.

4.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Un CSPS sera désigné ultérieurement si nécessaire.

4.5 - OPC

Sans objet.

5 - Confidentialité et mesure de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou mesure de sécurité.

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Délai d'exécution

La durée de l'accord-cadre est de 4 ans.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

Des bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre. Leurs effets perdureront jusqu'à livraison des fournitures et/ou réalisation des prestations commandées.

Cette durée ne pourra pas dépasser 1 an.

Les délais de réalisation des prestations sont les suivants :

Phase	Contenu / précision	Délai
Etude Exécution	Cf. article 2.1 du présent P.F.B	8 semaines après demande par le Maître d'Ouvrage
Travaux y compris approvisionnement	<p>Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, la durée des prestations relatives à la fourniture, pose et raccordement et mise en service de bornes est entendu comprendre la période de préparation</p> <p>La période de préparation est la période durant laquelle, avant l'exécution des travaux, certaines dispositions préparatoires doivent être prises. Elle permet d'effectuer différentes tâches administratives et techniques avant le commencement du chantier. Cette période est incluse dans le délai d'exécution des prestations relatives à la fourniture, pose et raccordement et mise en service de bornes, conformément à l'article 28 du CCAG-Travaux.</p>	<p>Pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 1 à 5 PDC à raccorder sur un même TD ou TGBT ou PDL : 8 semaines après demande par le Maître d'Ouvrage ▪ 6 à 10 PDC à raccorder sur un même TD ou TGBT ou PDL : 8 semaines après demande par le Maître d'Ouvrage ▪ 11 à 15 PDC à raccorder sur un même TD ou TGBT ou PDL : 12 semaines après demande par le Maître d'Ouvrage ▪ 16 à 20 PDC à raccorder sur un même TD ou TGBT ou PDL : 12 semaines après demande par le Maître d'Ouvrage
Exploitation et du supervision réseau	Déploiement du système de supervision centrale Cf. article 3.1.1 du P.F.B.	4 semaines après demande par le Maître d'Ouvrage
	Remise en service de l'outil de supervision en cas de dysfonctionnement	24h ou délai plus court proposé par le candidat dans son offre
	Ajout d'un PDC nouveau ou existant au système de supervision centrale Cf. article 3.1.3 du P.F.B.	Compris dans le délai des travaux
	Rapport annuel Cf. article 3.2.1 du P.F.B.	2 semaines après demande par le Maître d'Ouvrage
	Transmission des données en fin de marché Cf. article 3.3.	3 semaines après demande par le Maître d'Ouvrage

Phase	Contenu / précision	Délai
Gestion monétique et le service à l'utilisateur	Déploiement du système de supervision centrale Cf. article 4.2 du P.F.B.	4 semaines après demande par le Maître d'Ouvrage
	Mise à jour des conditions tarifaires	4 semaines après demande par le Maître d'Ouvrage
	Remise en service de l'outil de gestion monétique en cas de dysfonctionnement	24h à défaut d'un délai autre indiqué dans l'offre du candidat
	Création des badges Cf. article 4.2.2 du P.F.B.	4 semaines après demande par le Maître d'Ouvrage
	Ajout d'un accord d'itinérance Cf. article 4.2.4 du P.F.B.	4 semaines après demande par le Maître d'Ouvrage
	Déploiement du service client et hotline Cf. article 4.3.1 du P.F.B.	4 semaines après demande par le Maître d'Ouvrage
	Déploiement du site internet et application smartphone Cf. article 4.3.2 du P.F.B.	4 semaines après demande par le Maître d'Ouvrage
Maintenance préventive et corrective	Maintenance préventive par PDC Cf. article 5.2 du P.F.B.	Suivant le planning proposé par le candidat à valider au démarrage de la mission
	Maintenance corrective courante par PDC Cf. article 5.3.1 du P.F.B.	Pour les opérations d'urgence : délai indiqué au P.F.B ou délai plus court proposé par le candidat dans son offre Pour les autres cas : délai indiqué au P.F.B ou délai plus court proposé par le candidat dans son offre Remise d'un rapport d'intervention : 1 semaine après intervention
	Maintenance corrective à l'acte Cf. article 5.3.2 du P.F.B.	Durée pour établir un devis : 48h ou délai plus court proposé par le candidat dans son offre Délai d'approvisionnement : 4 semaines ou délai plus court proposé par le candidat dans son offre Délai pour réaliser l'intervention suite à validation du devis par le Maître d'Ouvrage : 2 semaines après approvisionnement ou délai plus court proposé par le candidat dans son offre

6.3 - Prolongation des délais d'exécution

Dans le cas d'intempéries entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés. La durée est égale au nombre de journées réellement constatées au cours desquelles le travail a été arrêté du fait des intempéries, en conformité avec l'article 22 du CCAG-Travaux.

6.4 - Reconduction

Sans objet

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les ouvrages et prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application des prix du BPU.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, y compris les frais de port, l'installation ou la formation.

7.2 - Actualisation

Les prix sont fermes, sans possibilité d'actualisation.

7.3 - Révision des prix

Les prix consentis par le titulaire sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois la remise des offres finales. Ce mois est appelé mois « 0 ».

Les valeurs des index sont publiées auprès des organismes suivants : INSEE, le Moniteur.

Pour la mise en œuvre de la clause de variation des prix, la valeur finale de l'index de référence est appréciée au plus tard à la date d'achèvement contractuelle de la réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

La périodicité de la variation suit la périodicité des acomptes.

Ils sont révisibles par application des modalités suivantes :

- Poste 1

Les prix seront révisés tous les ans au 1^{er} janvier par application de la formule :

$$P = P_0 \left(0.15 + 0.85 \left[0.20 \frac{TP12ai}{TP12a_0} + 0.50 \frac{CPF27.90i}{CPF27.90_0} + 0.30 \frac{ICHTimei}{ICHTime_0} \right] \right)$$

avec

P : Prix révisé

P₀ : Prix base marché

TP12a₀ et TP12a_i représentent les valeurs prises par l'index national Travaux Publics TP12a "Réseaux d'énergie et de communication" (identifiant 001711002), respectivement au :

- mois d'établissement des prix (TP12a₀)
- dernier indice connu au 1^{er} janvier (TP12a_i)

CPF27.90_i et CPF27.90₀ représentent les valeurs prises pour l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - Prix de marché - CPF 27.90 - Autres matériels électriques (identifiant 010765006), respectivement au :

- mois d'établissement des prix CPF27.90₀)

- dernier indice connu au 1^{er} janvier (CPF27.90i)

ICHTimei et ICHTimeo (identifiant 001565183) représentent les valeurs prises par l'index national du coût de la main d'œuvre pour les industries mécaniques et électriques (tous salariés, charges sociales comprises), respectivement au

- mois d'établissement des prix (ICHTime₀)
- dernier indice connu au 1^{er} janvier (ICHTimei)

Les valeurs des index sont publiées auprès des organismes suivants : INSEE, le Moniteur.

- Postes 2 et 3 :

Les prix seront révisés tous les ans au 1^{er} janvier par application de la formule :

$$Q = Q_0 \left(0.15 + 0.85 \left[\frac{SYNi}{SYN_0} \right] \right)$$

dans laquelle :

Q : Prix révisé

Q₀ : Prix base marché

SYNi et SYN₀ représentent les valeurs prises par l'index SYNTEC, respectivement au :

- mois d'établissement des prix (SYN₀)
- dernier indice connu au 1^{er} janvier (SYNi)

Les indexes concernés peuvent être consultables sur les sites internet suivants :

- www.syntec.fr/
- Poste 4

Les prix seront révisés tous les ans au 1^{er} janvier par application de la formule :

$$R = R_0 \left(0.15 + 0.85 \left[0.30 \frac{TP12ci}{TP12c_0} + 0.70 \frac{ICHTimei}{ICHTime_0} \right] \right)$$

avec

R : Prix révisé

R₀ : Prix base marché

TP12c₀ et TP12ci représentent les valeurs prises par l'index national Travaux Publics TP12c "Éclairage public - Travaux de maintenance", respectivement au :

- mois d'établissement des prix (TP12c₀)
- dernier indice connu au 1^{er} janvier (TP12ci)

ICHTimei et ICHTimeo (identifiant 001565183) représentent les valeurs prises par l'index national du coût de la main d'œuvre pour les industries mécaniques et électriques (tous salariés, charges sociales comprises), respectivement au

- mois d'établissement des prix (ICHTime₀)
- dernier indice connu au 1^{er} janvier (ICHTimei)

Les valeurs des index sont publiées auprès des organismes suivants : INSEE, le Moniteur.

7.4 - La clause limite dite de « sauvegarde »

La clause limite dite « de sauvegarde » s'applique : Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 2% l'an.

8 - Garanties financières

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du bon de commande (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée pour tout bon de commande d'un montant supérieur à 200 000 € HT. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

9 - Avance : conditions de versement et de remboursement

Une avance forfaitaire de 5% pourra être accordée au titulaire lorsque le montant initial du bon de commande est supérieur à 50 000,00 euro HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, conformément et aux conditions des articles R2191-3 et suivants du Code de la Commande Publique.

Il indique son choix de refus ou d'acceptation de l'avance forfaitaire en cochant la case correspondante dans l'acte d'engagement. Si aucune case n'est cochée ou si les deux cases sont cochées, le candidat est réputé refuser le bénéfice de l'avance.

Nota : Dès que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ..) que celles applicables au titulaire du marché.

10 - Modalités de règlement des comptes

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception de la facture par l'Université, ou à défaut à compter de la date de livraisons fournitures y compris prestations annexes éventuelles.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans aucune formalité pour le titulaire du marché le bénéfice d'intérêts moratoires conformément aux articles R2192-31 et suivants du Code de la Commande Publique.

10.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 13 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Les modalités de présentation de la demande de paiement sont établies selon les conditions prévues à l'article 10.5 du CCAG-Travaux.

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 12.1 du CCAG-Travaux et seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro de l'accord-cadre ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La nature des prestations exécutées ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- La date d'exécution des prestations ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis ou chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- La date de facturation ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;

Les demandes de paiement doivent parvenir visées par le maître d'œuvre via le portail Chorus pro :

(<https://chorus-pro.gouv.fr/>) :
SIRET UNIQUE : 191 414 085 00016
CODE SERVICE UNIQUE : SFACT
Numéro d'engagement obligatoire : Format du numéro 45xxxxxxxx

En cas de non-conformité de la facture aux éléments susmentionnés, le titulaire en sera informé et sa facture sera rejetée sur le portail CHORUS PRO.
Cette information vaudra suspension du délai global de paiement jusqu'à réception d'une facture conforme.

La réalisation de CHORUS PORTAIL PRO est confiée à l'Agence pour l'Information Financière de l'Etat (AIFE). Les fournisseurs peuvent obtenir toute information utile auprès de l'AIFE :

- Site AIFE : <https://aife.economie.gouv.fr/nos-applications/chorus-pro/>
- Courriel AIFE : ccp2017.aife@finances.gouv.fr

10.3 - Décompte général- solde

Sans objet

10.4 - Paiement des cotraitants.

Le mandataire dépose les factures des cotraitants via le portail Chorus Pro. A défaut, le mandataire devra valider les factures déposées pour les cotraitants via ce portail.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.5.3 du CCAG-Travaux.

10.5 - Paiement des sous-traitants.

Le paiement des sous-traitants s'effectue conformément aux articles R2193-10 à 16 du Code de la Commande Publique via le portail Chorus pro.

11 - Clause environnementale

Le pouvoir adjudicateur, dans une volonté de protection de l'environnement, fait application des articles L2112-4 et R2111.10 du Code de la Commande Publique.

Le titulaire devra utiliser des méthodes permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement notamment la gestion des déchets produits en cours d'exécution du marché, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines.

Il devra également réaliser des prestations correspondant à des objectifs de développement durable et de diminution des rejets de CO₂, notamment le recyclage des consommables ainsi que la formation des salariés aux exigences environnementales.

En vertu de l'article 20.1.2 du CCAG-Travaux, des clauses environnementales vérifiables doivent être précisées dans le CCP du marché. Ainsi, le titulaire devra prêter une attention particulière à la composition des produits et notamment leur caractère écologique, polluant ou toxique. En outre, il devra agir en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage. Enfin, le titulaire devra sensibiliser les intervenants aux problématiques environnementales liées à l'exécution du marché.

12 - Visite pour le candidat retenu

Le titulaire doit à chaque visite sur le site porter un badge d'autorisation d'accès, fourni par la DPL.

Le badge <<visiteur DPL>> est remis au candidat qui s'engage à le porter pendant toute la durée de la visite sur le site et à le remettre au secrétariat de la DPL, au 5^{ème} étage du bâtiment K ou à l'agent qui vous l'a procuré.

Toutes les personnes travaillant sur le site doivent être identifiables avec un logo ou par badge de l'entreprise sur un vêtement de travail.

Une autorisation d'accès permanente au campus pour les véhicules (durant la période des travaux) peut être délivrée par la DPL (badge d'accès) sous conditions d'obtentions.

Une demande écrite est faite à la DPL.

Circulation et stationnement sur le Campus (extrait du règlement intérieur de l'université de CAEN Article 33)

Les dispositions du Code de la Route s'appliquent sur l'ensemble des voies de circulation et aires de stationnement de tous les campus de l'université. La vitesse des véhicules automobiles est limitée à 30km/h. Les membres de la communauté universitaire sont tenus de respecter la signalisation relative à la circulation et au stationnement. Il est notamment strictement interdit de stationner sur les voies d'accès des services de secours. Les contrevenants s'exposent à l'enlèvement de leurs véhicules.

13 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

13.1 - Etude d'exécution

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillés seront établis par l'entreprise.

13.2 - Implantation des ouvrages

L'entreprise titulaire est responsable de l'implantation de ses ouvrages.

13.3 - Installation du chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

13.4 - Installation et organisation du chantier

13.4.1 - Signalisation du chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

13.5 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

13.5.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

13.5.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

14 - Réception des travaux

14.1 - Dispositions applicables à la réception

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre par écrit de la date à laquelle les travaux qu'il estime que les travaux ont été achetés ou le seront. Le pouvoir adjudicateur avisé par le maître d'œuvre de la date de ces opérations, peut y assister ou se faire représenter, conformément à l'article 41.1 du CCAG-Travaux.

Le titulaire remet au maître d'ouvrage, lorsqu'il demande la réception des travaux, l'ensemble des dossiers des ouvrages exécutés comprenant notamment : les plans d'exécution conformes à la réalisation, les fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre, les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en

œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) préalablement validés par le maître d'œuvre.

Dans l'hypothèse où un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé est désigné, un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO lui sera également transmis.

Le défaut de remise de ces documents à la date de demande de réception par le titulaire entraîne l'application de pénalités, ou d'une retenue, dont le montant est prévu par les documents particuliers du marché.

Ces documents sont remis sous un format numérique conforme au format et aux caractéristiques définis par les documents particuliers du marché.

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est fixé dans les documents particuliers du marché. Il comporte, au moins, les plans d'exécution conformes aux ouvrages exécutés établis par le titulaire, les notices de fonctionnement et les prescriptions de maintenance.

Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) rassemble les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors des interventions ultérieures et, notamment, lors de l'entretien de l'ouvrage.

S'ils sont transmis sous forme électronique, tous les documents du DOE et ceux nécessaires à l'établissement du DIUO doivent être sécurisés, identifiables et interopérables avec les logiciels de dessin et de calcul du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage spécifiés dans les documents particuliers du marché.

14.2 - Réception partielle

Sans objet (pour mémoire : les réceptions seront réalisées à l'issue de l'exécution de l'intégralité des travaux d'un bon de commande).

15 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

16 - Garantie des prestations

En phase de Réception, chaque opération préalable à la Réception fera l'objet d'un procès-verbal dressé sur le champ par le maître d'ouvrage et signé par lui et le mandataire du Groupement.

Il procédera à :

- L'organisation et à l'animation des équipes de finition ;
- L'organisation des opérations de Réception ;
- La planification et animation des travaux de levées de réserves ;
- Au suivi de la levée des réserves lors des réunions de chantier qui s'effectueront jusqu'à la terminaison complète des travaux, au minimum une fois par semaine ;
- Au suivi de la réalisation des travaux de parachèvement qui seront signalés par le Maître d'Ouvrage.

Le Maître d'Ouvrage devra signer un constat de parfait achèvement sans réserve à la fin de la Période de Parfait Achèvement.

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Le délai de garantie des ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une réception partielle court à compter de la date d'effet de cette réception partielle.

17 - Pénalités

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer ou non les pénalités ci-dessous et ce sans mise en demeure préalable.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation de la défaillance par le pouvoir adjudicateur.

Toutes les pénalités prévues à cet article font l'objet d'une information simple, par le pouvoir adjudicateur au titulaire, par la transmission de l'état liquidatif des pénalités.

Les pénalités ne sont pas révisables et ne sont pas assujetties à la TVA.

Les durées de retard sont exprimées en jours calendaires ou en heures.

Un retard en jours calendaires commence à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré

Un retard en heures commence à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, l'heure suivant l'heure où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré

Il est rappelé que les pénalités décrites ci-dessous s'entendent par membre du groupement de commandes et sont cumulables entre elles.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux les clauses des pénalisations sont les suivantes :

17.1 - Pénalités de retard

Phase	Contenu / précision	Pénalité
Etude Exécution	Cf. article 2.1 du présent P.F.B	Pénalité journalière égale à 50 (cinquante) euros par document demandé
Travaux y compris approvisionnement	<p>Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, la durée des prestations relatives à la fourniture, pose et raccordement et mise en service de bornes est entendu comprendre la période de préparation</p> <p>La période de préparation est la période durant laquelle, avant l'exécution des travaux, certaines dispositions préparatoires doivent être prises. Elle permet d'effectuer différentes tâches administratives et techniques avant le commencement du chantier. Cette période est incluse dans le délai d'exécution des prestations relatives à la fourniture, pose et raccordement et mise en service de bornes, conformément à l'article 28 du CCAG-Travaux.</p>	En cas de retard dans l'exécution des prestations faisant l'objet d'un bon de commande, le titulaire se verra appliquer une pénalité journalière égale à N x 50 (cinquante) euros, N étant le nombre de PDC faisant l'objet du bon de commande, et ce quel que soit le nombre de PDC non encore mis en service effective.
Exploitation et du supervision réseau	Déploiement du système de supervision centrale Cf. article 3.1.1 du P.F.B.	Pénalité journalière égale à 100 (cent) euros
	Remise en service de l'outil de supervision en cas de dysfonctionnement	Pénalité journalière égale à 100 (cent) euros
	Ajout d'un PDC nouveau ou existant au système de supervision centrale Cf. article 3.1.3 du P.F.B.	Compris dans le délai des travaux
	Rapport annuel Cf. article 3.2.1 du P.F.B.	Pénalité journalière égale à 50 (cinquante) euros par document demandé
	Transmission des données en fin de marché Cf. article 3.3.	Pénalité journalière égale à 100 (cent) euros

Phase	Contenu / précision	Délai
Gestion monétique et le service à l'utilisateur	Déploiement du système de supervision centrale Cf. article 4.2 du P.F.B.	Pénalité journalière égale à 100 (cent) euros
	Mise à jour des conditions tarifaires	Pénalité journalière égale à 50 (cinquante) euros
	Remise en service de l'outil de gestion monétique en cas de dysfonctionnement	Pénalité journalière égale à 100 (cent) euros
	Création des badges Cf. article 4.2.2 du P.F.B.	Pénalité journalière égale à 100 (cent) euros
	Ajout d'un accord d'itinérance Cf. article 4.2.4 du P.F.B.	Pénalité journalière égale à 100 (cent) euros
	Déploiement du service client et hotline Cf. article 4.3.1 du P.F.B.	Pénalité journalière égale à 100 (cent) euros
	Déploiement du site internet et application smartphone Cf. article 4.3.2 du P.F.B.	Pénalité journalière égale à 100 (cent) euros
Maintenance préventive et corrective	Maintenance préventive par PDC Cf. article 5.2 du P.F.B.	Pénalité journalière égale à 50 (cinquante) euros par PDC concerné
	Maintenance corrective courante par PDC Cf. article 5.3.1 du P.F.B.	Pour les opérations d'urgence et les autres cas : pénalité journalière égale à 50 (cinquante) euros par PDC concerné Remise d'un rapport d'intervention : pénalité journalière égale à 50 (cinquante) euros par intervention concernée
	Maintenance corrective à l'acte Cf. article 5.3.2 du P.F.B.	Durée pour établir un devis : pénalité journalière égale à 50 (cinquante) euros par PDC concerné Délai d'approvisionnement : pénalité journalière égale à 50 (cinquante) euros par PDC concerné Délai pour réaliser l'intervention suite à validation du devis par le Maître d'Ouvrage : pénalité journalière égale à 50 (cinquante) euros par PDC concerné

17.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 150,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

17.3 - Pénalité pour manquement aux obligations contractuelles.

Les manquements du titulaire à ses obligations contractuelles peuvent donner lieu à pénalités. Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Pénalité relative à la non atteinte de l'engagement de performance (cf. article 6. du P.F.B.)

Le taux de disponibilité pour lequel le titulaire s'engage contractuellement et dont l'atteinte influera sur la rémunération du titulaire, est fixé en prenant en compte non seulement les missions du titulaire, mais également des missions fournies par des tiers, dès lors que les performances de celles-ci dépendent en partie des prestations fournies dans le cadre du présent marché.

Le taux de disponibilité s'entend par point de charge, est exprimé en % et se définit par la formule indiquée à l'article 6. du P.F.B.

A l'issue de chaque année de service, une comparaison est effectuée pour chaque point de charge entre :

- L'engagement contractuel par le titulaire de taux de disponibilité en % (DI)
- Le taux de disponibilité réelle des points de charge sur l'année écoulée en % (DR) du territoire concerné et pour chaque type d'infrastructures de recharges (type 1 et type 2)
 - Si $DI + 1 \geq DR \geq DI - 1$: Pas de bonus ni de pénalité sur ces points de charge
 - Si $DR > DI + 1$: Le Titulaire bénéficiera d'un bonus forfaitaire (B) en euros par point de charge calculé comme suit : $B = (D_R - D_I) \times 10$ par point de charge
 - Si $D_R < D_I - 1$: Le Titulaire se verra infliger une pénalité forfaitaire (P) en euros par point de charge calculée comme suit : $P = (D_I - D_R) \times 50$ par point de charge

Pour la mise en œuvre de ces formules, le taux de disponibilité réel (DR) comporte une seule décimale. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- Si la seconde décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la première décimale est inchangée (arrondi par défaut),
- Si la seconde décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la première décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès)

Il est convenu que les pénalités ci-après ne s'appliqueront pas dans le cas d'indisponibilité relevant des incidents exclus du calcul du taux de disponibilité tels que définis dans l'article 6. du P.F.B.

En l'absence de notification au titulaire et/ou de la transmission du procès-verbal associé, l'incident sera réputé inclus à la liste des incidents à prendre en compte pour le calcul de la disponibilité des installations du marché. En ce cas, toute notification devra être effectuée dans un délai de 10 jours ouvrés après l'incident pour être prise en compte. Passé ce délai, ces incidents ne pourront être exclus de ce calcul.

En cas de constatation par le pouvoir adjudicateur (suite à contrôle), d'un écart sur le calcul du taux de disponibilité, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 1 000 (mille) euros par point de charge erroné, en plus du montant corrigé de pénalité ou de bonus lié à ce critère de performance.

18 - Clause de réexamen

Les parties pourront, notamment par voie d'avenant, modifier l'accord-cadre dans les conditions de l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique.

Elles pourront plus particulièrement se rencontrer, à la demande expresse de l'une d'entre elles, afin d'examiner la possibilité de faire évoluer certaines dispositions du marché, dont celles relatives aux conditions d'exécution de la prestation, d'ajout ou de retrait de prestation, ou à leur durée et ce quel qu'en soit le montant.

Ces évolutions, ne devront pas conduire à modifier substantiellement les conditions économiques du marché.

19 - Circulation des pièces administratives

Concernant la circulation des pièces administratives :

- 1- Toute modification visant à l'élaboration d'un avenant est adressée à l'acheteur qui les validera et les transmettra à la Direction de la Commande Publique de l'Université de Caen Normandie.
- 2- Le titulaire du marché doit signaler à la Direction de la Commande Publique tout changement d'adresse, de Siret ou de RIB en cours de marché.
- 3- Tous les documents techniques demandés en cours de marché (notices, modes d'emploi, échantillons, etc.) seront adressés à l'acheteur.
- 4- En cas de cession de créance, celles-ci doivent être adressées à l'agent comptable de l'Université après obtention de l'exemplaire unique auprès de la Direction de la Commande Publique.
- 5- En cas d'affacturage, les pièces administratives doivent être transmises à l'agence comptable.

20 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

21 - Résiliation du contrat

21.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 49 à 53 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du Code de la Commande Publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la Commande Publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

22 - Redressement ou liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

23 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Caen est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

24 - Dérogations

L'article 3 du CCAP déroge à l'article 4 du CCAG-Travaux.

L'article 6.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG-Travaux.

L'article 17 du CCAP déroge à l'article 19 du CCAG-Travaux.